



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Interim Auxiliary Oiler Replenishment /Pétrolier

Ravitailleur d'escadre Intérimaire

105 Hotel de Ville

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Eastern Canada Ferry Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation T8010-160045/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client T8010-160045	Date 2017-06-13
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SMB-004-26312	
File No. - N° de dossier 004mb.T8010-160045	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-12-15	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Laliberté, Lucie	Buyer Id - Id de l'acheteur 004mb
Telephone No. - N° de téléphone (819) 939-7935 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

PROJET DES SERVICES DE TRAVERSIERS DANS L'EST DU CANADA

T8010-160045/A

MODIFICATION 001

La modification no. 001 est publiée pour modifier la Demande de renseignements T8010-160045/A.

Cette modification est divisée en trois parties :

- Partie I Modification à la Demande de renseignements;
- Partie II Présentation à la Journée de l'Industrie du 2 juin 2017; et
- Partie III Liste des participants à la Journée de l'Industrie du 2 juin 2017.

Questions et réponses seront publiées bientôt dans la Modification 002.

PARTIE I

**MODIFICATION À LA
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

1. À la Section 1, Article 4, Processus de consultation, 1.v.:

SUPPRIMER:

v. Premières réponses :

- i. Seuls les répondants qui ont fourni des réponses aux premières questions de la DDR pourront participer à l'étape 2. Les premières réponses de l'industrie doivent être envoyées par courriel à l'autorité contractante, au plus tard le 19 juin 2017 (voir l'article 8).

REPLACER par ce qui suit:

v. Réponses initiales :

- i. Seuls les répondants qui ont fourni des réponses initiales aux questions de la DDR pourront participer à l'étape 2. Les réponses initiales de l'industrie doivent être envoyées par courriel à l'autorité contractante, au plus tard le 30 juin 2017 (voir l'article 8).

2. À la Section 1, Article 4, Processus de consultation, 2.i.: (version française seulement)

SUPPRIMER:

- i. Les rencontres individuelles entre le gouvernement du Canada et les répondants seront l'occasion de discuter des réponses de ces derniers aux premières questions.

REPLACER par ce qui suit:

- i. Les rencontres individuelles entre le gouvernement du Canada et les répondants seront l'occasion de discuter des réponses de ces derniers aux questions.

3. À la Section 1, Article 4, Processus de consultation, 3.i Stage 3:

SUPPRIMER:

- i. Les réponses à la DDR doivent parvenir au plus tard à 14 h HNE, le 31 juillet 2017, à :

REPLACER par ce qui suit:

- i. Les réponses à la DDR doivent parvenir au plus tard à 14 h HNE, le 14 août 2017, à :

4. À la Section 1, Article 5, Renseignements demandés, a) :

SUPPRIMER:

- a) On demande à l'industrie de répondre aux questions des sections 2 à 9 et de les soumettre à la considération du GC pendant le processus de consultation. Les premiers commentaires relatifs à ces questions devraient être remis au plus tard le 19 juin 2017, avant les rencontres individuelles avec les représentants de l'industrie. Les réponses finales sont dues à la date de clôture de la DDR.

REPLACER par ce qui suit:

- a) On demande à l'industrie de répondre aux questions des sections 2 à 9 et de les soumettre à la considération du GC pendant le processus de consultation. Les premiers commentaires relatifs à ces questions devraient être remis au plus tard le 30 juin 2017, avant les rencontres individuelles avec les représentants de l'industrie. Les réponses finales sont dues à la date de clôture de la DDR.

4. À l'Annexe A Règles d'engagement, Article 3, a. Étape 1:

SUPPRIMER:

À la suite de la Journée de l'industrie, les répondants devront donner une première réponse aux questions des sections 2 à 9 de la demande de renseignements et formuler des commentaires. Veuillez noter que pour participer à l'étape 2, les répondants doivent avoir répondu à ces questions. Les réponses doivent être remises au plus tard le 19 juin 2017 avant les rencontres individuelles avec les représentants de l'industrie.

REPLACER par ce qui suit:

À la suite de la Journée de l'industrie, les répondants devront donner une première réponse aux questions des sections 2 à 9 de la demande de renseignements et formuler des commentaires. Veuillez noter que pour participer à l'étape 2, les répondants doivent avoir répondu à ces questions. Les réponses doivent être remises au plus tard le 30 juin 2017 avant les rencontres individuelles avec les représentants de l'industrie.

5. À l'Annexe A Règles d'engagement, page des signatures : mise à jour des titres des représentants du gouvernement :

SUPPRIMER entièrement

REPLACER par ce qui suit:

Annexe A, Règles d'engagement, page des signatures (voir pièce jointe)

PROJET DES SERVICES DE TRAVERSIER DE L'EST DU CANADA

Invitation n° : T8010-160045/A

RÈGLES D'ENGAGEMENT

Nom de la compagnie : _____

Nom de la personne : _____

Signature : _____

Date : _____

Services publics et Approvisionnement Canada :

Signature : _____

Date : _____

Transports Canada :

Signature : _____

Date : _____

Innovation, Sciences et Développement économique Canada :

Signature : _____

Date : _____

Affaires autochtones et Développement du Nord Canada :

Signature : _____

Date : _____

PARTIE II

PRÉSENTATION À LA JOURNÉE DE L'INDUSTRIE

2 juin 2017

Prière de vous référer à la pièce jointe

PARTIE IV

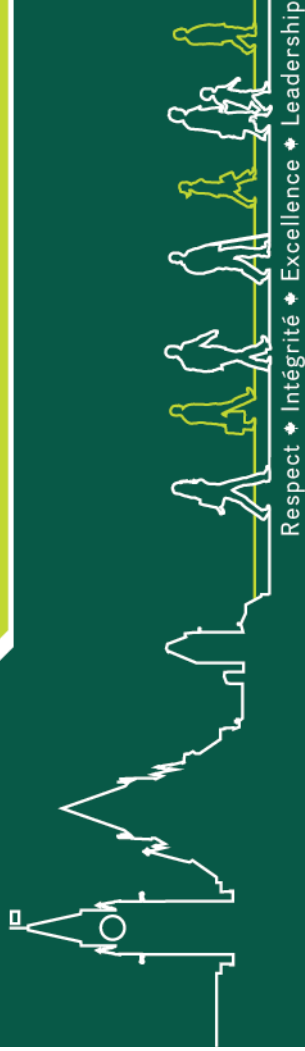
LISTE DES PARTICIPANTS

JOURNÉE DE L'INDUSTRIE

2 JUIN 2017

Prière de vous référer à la pièce jointe

TOUS LES AUTRES DOCUMENTS DEMEURENT INCHANGÉS



Projet des Services de traversiers dans l'Est du Canada

Numéro de l'invitation: FT8010-160045/A

Journée de l'industrie 2 juin, 2017



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada

Ordre du jour

- Points administratifs (Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC))
- Règles d'engagement (SPAC)
- Processus consultatif (SPAC)
- Aperçu des besoins opérationnels (Transports Canada (TC))
- Politique de “l’achat au Canada” (Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDEC))
- Volet de participation des Autochtones (Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC))
- Pause
- Questions
- Prochaines étapes

Points administratifs

- Information sur le bâtiment
 - Sorties
 - Toilettes
- Protocole pour les questions
- Cette présentation sera également disponible sur le site achatsetventes
- Présentation des représentants du Gouvernement du Canada:
 - M. Tyler Lacombe, Directeur, TC
 - M. Nicolas Nabaa, Directeur d'approvisionnement, SPAC
 - Mme Christine Landry-Fournier, Conseillère maritime principale, ISDEC
 - Mme Fatima Oliveira, Agent de programmes , AADNC
 - Mme Lucie Laliberté, Autorité contractante, SPAC

Règles d'engagement

- Favoriser un dialogue ouvert et constructif;
- Être juste, ouvert et transparent envers toutes les parties;
- Le Canada ne divulguera pas de renseignements exclusifs aux autres participants de l'industrie;
- Les participants doivent signer les Termes et Conditions des Règles d'engagement; et
- Un Surveillant d'équité a été embauché.

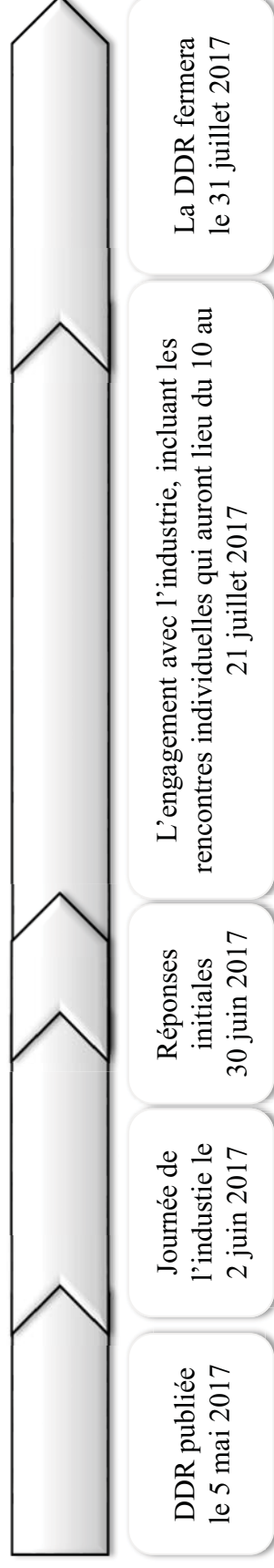


Processus consultatif (1)

- Une demande de renseignements (DDR) a été publiée pour aviser un besoin concernant une approche proposée à long terme ou l'exploitant fournirait les navires pour les trois services de traversiers interprovinciaux situés dans le Canada Atlantique et dans l'Est du Québec.
- Cette DDR constitue l'étape initiale qui fournira de l'information au sujet de la vitesse à laquelle l'industrie peut commencer à fournir ces services en tenant compte des délais, des coûts, et des considérations.

Processus consultatif (2)

- Les réponses ne seront pas évaluées de façon officielle mais elles pourront être utilisées par le Canada afin de développer ou modifier l'approche d'approvisionnement qui répondra à ce besoin.
- L'objectif d'aujourd'hui est de fournir à l'industrie un aperçu du projet des Services de traversiers dans l'Est du Canada ainsi que de vous communiquer les besoins.



Processus consultatif (3)

- Étape 1 – Journée de l'industrie (2 juin, 2017) :
 - Le Canada fournira un aperçu du processus à l'industrie et communiquera les besoins; et
 - Informer l'industrie au sujet des retombées et les avantages accrus sur le plan économique pour les industries.
- Étape 2 – Rencontres individuelles (10 au 21 juillet, 2017) :
 - Le Canada rencontrera individuellement les répondants intéressés pour discuter de leurs réponses.
- Étape 3 – Réponses finales (31 juillet, 2017) :
 - Le Canada analysera les commentaires de l'industrie. Ces commentaires pourraient faire l'objet de discussions ultérieures, à la discrétion du Canada.
- Le Canada publiera les réponses aux questions fournies par l'industrie (dans les deux langues officielles) sur le site AchatsetVentes durant le processus de la DDR.

7



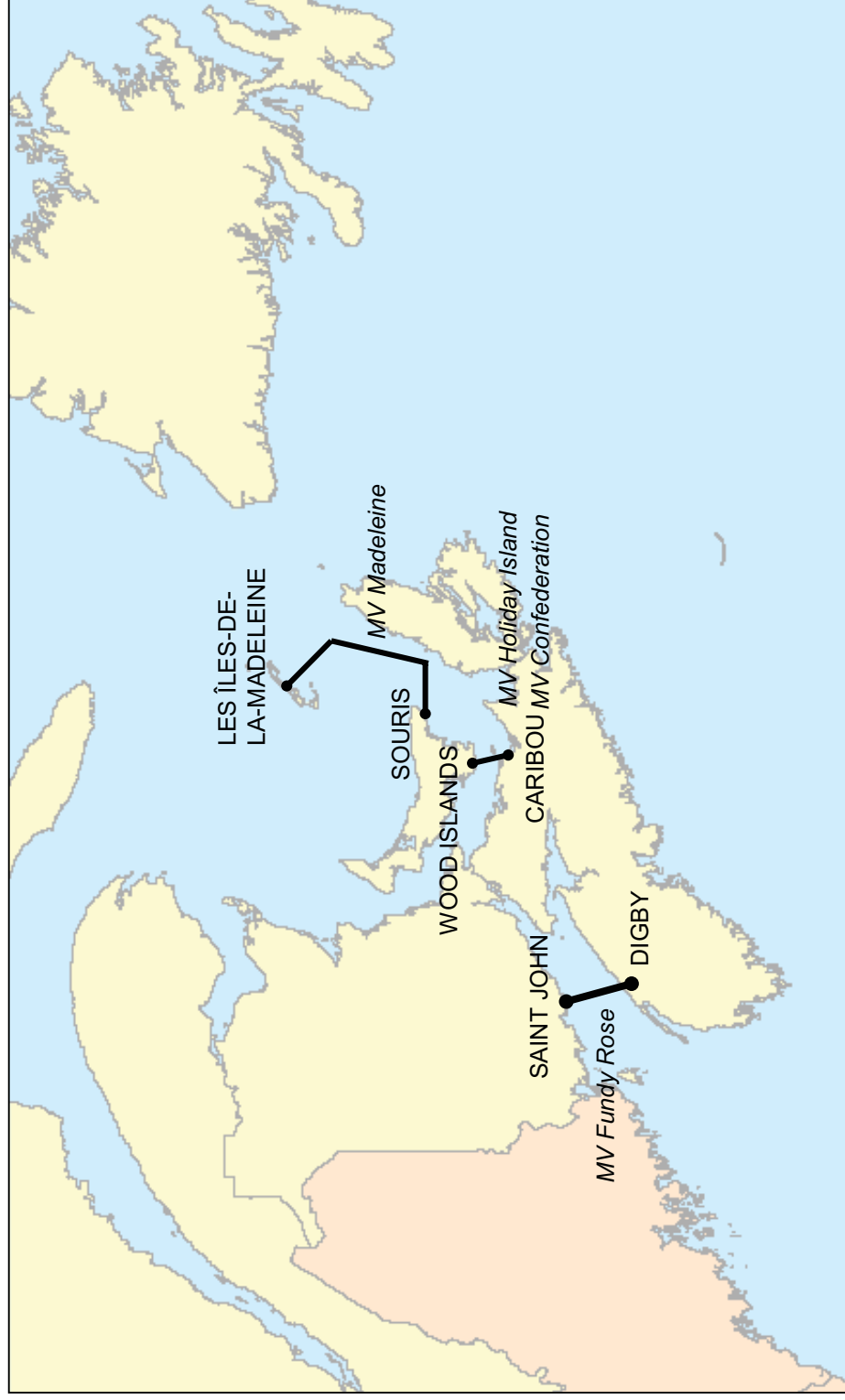


TRANSPORTS CANADA

Programme de contributions pour les services de traversiers

- Le gouvernement du Canada (GC) soutient, dans le cadre du Programme de contributions pour les services de traversiers, trois services interprovinciaux de traversier dans l'Est du Canada :
 - entre Saint John (Nouveau-Brunswick (N.-B.)) et Digby (Nouvelle-Écosse (N.-É.));
 - entre Wood Islands (Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.)) et Caribou (N.-É.);
 - entre Cap-aux-Meules (Québec (QC)) et Souris (Î.-P.-É.).
- Le financement est assuré au moyen d'accords de contribution couvrant le déficit d'exploitation (recettes moins coûts d'exploitation) et l'entretien de quatre navires et des six gares maritimes servant à la prestation des services.
- À titre de propriétaire des navires et des gares maritimes, Transports Canada est responsable des dépenses en immobilisations.

Services de traversiers dans l'Est du Canada



Nouvelle approche à long terme

- Le GC recherche une solution pour la prestation fiable de services de traversier au Canada Atlantique et dans l'Est du Québec au moyen d'un ou de plusieurs marchés de services à long terme dans les lesquels les exploitants fourniraient les traversiers pour assurer le service.
- L'objectif sous-tendant l'adoption d'une nouvelle approche est d'offrir aux collectivités une fiabilité et une viabilité à long terme grâce à un service de haute qualité assuré par de meilleurs navires, plus récents, tout en contribuant à l'économie des régions de l'Atlantique et du Québec .

Objectifs de la DDR

- Solliciter la rétroaction de l'industrie sur des éléments clés de l'approche à long terme proposée, y compris les coûts potentiels.
- Évaluer les avantages industriels et les avantages économiques plus généraux possibles de l'approche potentielle pour le Canada, notamment l'entretien et les réparations des navires ainsi que l'immobilisation dans le cadre d'une politique d'achat au Canada pour la construction navale.
- Solliciter une rétroaction relative aux perspectives possibles de développement socioéconomique autochtone, y compris le développement d'entreprises autochtones, l'emploi, la formation et le perfectionnement des compétences ainsi que d'autres mesures économiques.

On sollicite la rétroaction de l'industrie sur les enjeux clés

- Le GC sollicite, au moyen du processus de la DDR, une rétroaction sur les éléments suivants :
 - l'intérêt du marché et la capacité commerciale;
 - la disponibilité de navires pouvant servir à assurer le service;
 - les niveaux de service;
 - la structure de gestion appropriée de l'exploitant;
 - les considérations relatives à l'exploitation des trois services par un seul exploitant;
 - le service à la clientèle et la satisfaction des clients;
 - les coûts généraux et les hypothèses de coût;
 - les avantages économiques plus généraux pour le Canada, y compris les perspectives possibles pour les Autochtones ainsi que les collectivités et les entreprises locales et régionales.

Intérêt du marché et capacité commerciale

- Le GC envisage un ou des marchés à long terme (c.-à-d., allant jusqu'à 20 ans) qui pourraient comprendre les éléments suivants :
 - une période de transition pendant laquelle le ou les exploitants pourraient utiliser les navires du gouvernement; et
 - une période plus longue pendant laquelle le ou les exploitants fourniront leurs propres navires pour assurer les services.
- Pour toute période de marché pendant laquelle les navires du gouvernement sont utilisés, le GC veillera à s'acquitter de ses obligations légales à titre de représentant autorisé en vertu de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* et des règlements connexes.
- Des exigences clés de production de rapports seront établies à l'endroit de l'entrepreneur ou des entrepreneurs afin d'assurer un service de qualité, des normes supérieures d'exploitation et un entretien soigné des navires.

Intérêt du marché et capacité commerciale (suite)

- Le ou les exploitants :
 - fourniront des navires battant pavillon canadien et des équipages canadiens pendant la période où ils assureront les services au moyen de leurs propres navires;
 - seront tenus d'assurer la conformité permanente avec l'ensemble des lois et règlements, ce qui comprend la souscription d'une assurance appropriée;
 - seront responsables de l'ensemble de l'entretien des navires et de l'immobilisation, y compris les travaux en cale sèche;
 - devront faire rapport sur des indicateurs de rendement clés relatifs à la fiabilité du service, à la santé et à la sécurité, au rendement opérationnel et technique et à l'expérience du client.
- Le GC gardera la propriété des gares maritimes et sera responsable des dépenses d'investissement. Les gares maritimes seront louées pour une somme nominale à l'exploitant ou aux exploitants, qui seront tenus de les entretenir.
- Le gouvernement sollicite une réaction relativement à l'intérêt du marché pour ce ou ces marchés, à la pertinence de leur durée et aux indicateurs de rendement clés.

Disponibilité des navires

- Le GC propose que les exploitants puissent utiliser les navires du gouvernement au cours de la période de transition, en début de marché.
- Options possibles de fourniture des navires par les exploitants :
 - un exploitant peut fournir ses propres navires soit au début du marché ou en tout temps au cours de la période de transition;
 - un exploitant peut fournir un nouveau navire qu'il a construit; ou
 - un exploitant peut affréter un ou des navires pour la durée de 15 ans du marché.
- Tout navire affrété devrait de préférence avoir 10 ans au début du marché.
 - L'exploitant sera tenu de fournir un navire de la taille appropriée afin de s'assurer de répondre à la demande pendant la durée du marché.
- Le *NM Fundy Rose* peut être offert à l'achat pour la route Saint John/Digby.
- Le gouvernement sollicite de l'information sur la disponibilité de navires et sur la durée de la période de transition requise pour permettre aux entrepreneurs de se procurer les navires.

Niveaux de service

- Les routes de traversier desservent les piétons, les véhicules personnels et le trafic commercial.
- Les exploitants perçoivent et conservent les recettes des passages; par le passé, les tarifs ont augmenté annuellement au rythme de l'inflation, en général.
- Les prévisions accompagnant la DDR indiquent que la fréquence du service sur toutes les routes devrait demeurer à son niveau actuel dans l'avenir prévisible.
- Le gouvernement sollicite des propositions sur la manière de répondre à la demande pendant la saison d'exploitation, la structure tarifaire possible, les gains d'efficacité potentiels, et sollicite également des recommandations quant à la taille et à la vitesse des navires requis pour assurer le service.

Structure de gestion de l'exploitant


- Le GC prévoit que l'exploitant aura une expérience de la gestion d'un service de traversier similaire ou d'un service de transport maritime d'envergure et une capacité suffisante à terre pour exploiter et entretenir adéquatement les navires.
- Au minimum, le GC propose que le personnel ci-après sera nécessaire pour superviser le service adéquatement dans le cadre de l'approche potentielle :
 - Directeur général, Directeur des finances et Cadres supérieurs chapeautant i) la sécurité et les opérations maritimes; ii) la gestion technique et l'approvisionnement; iii) le service à la clientèle, les communications et le marketing; iv) les ressources humaines et la formation.
- L'exploitant sera tenu de confier les opérations de chaque navire à des experts techniques particuliers.
- Dans le cadre de l'approche potentielle, le GC prévoit que les marchés comprendront l'établissement d'un système de gestion de la sécurité (SGS) certifié pleinement conforme au Code ISM de l'OMI.
- Le GC sollicite de l'information sur la structure de gestion requise pour superviser l'exploitation et sur le niveau de ressources financières dont l'exploitant aurait besoin.

Considérations relatives à l'exploitation des trois services par un seul exploitant

- Le GC prévoit qu'il n'y aura aucun empêchement à ce qu'un exploitant exploite plus d'une des trois routes de traversier.
- Le GC sollicite une rétroaction sur la possibilité que des exploitants présentent des propositions d'exploitation couvrant jusqu'à trois routes de traversier et sur les possibilités de gains d'efficience associés à une telle approche.

Service à la clientèle et satisfaction des clients

- Le GC prévoit attendre de l'exploitant qu'il assure une expérience favorable du service aux utilisateurs, y compris les touristes et les usagers locaux et commerciaux, avant, pendant et après l'achat du passage; ce service comprendra les éléments suivants :
 - l'établissement d'un système de réservation obligatoire pour tous les véhicules personnels et commerciaux, pour chaque service de traversier.
 - l'établissement d'un système de suivi du trafic et de prévision de la demande.
 - la prestation du service dans les deux langues officielles sur toutes les routes.
- La satisfaction des clients devra être évaluée. Des indicateurs de rendement clés seront établis afin d'évaluer la fiabilité du service, de la santé et la sécurité ainsi que l'expérience globale du client.
- Le GC sollicite une rétroaction sur la manière dont l'exploitant offrira une expérience de l'utilisateur de haute qualité, sur le type de système de réservation pouvant être utilisé et sur les indicateurs de rendement clés d'après lesquels il faudrait évaluer la satisfaction des clients.



Flotte de traversiers et gares maritimes de Transports Canada

Service Saint John (N.-B.) / Digby (N.-É.)



NM Fundy Rose

Construction : 2000

Longueur : 123,8 m (LHT)

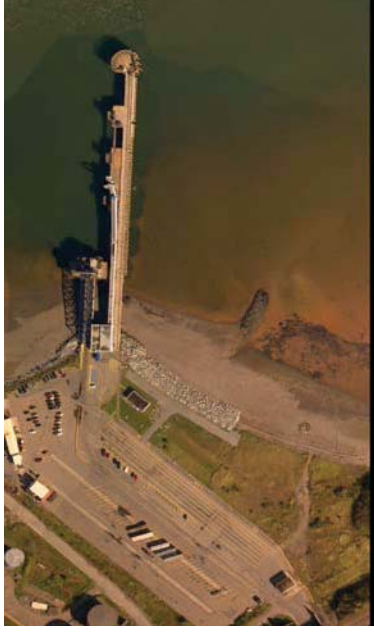
Largeur : 18,9 m

Vit. max. : 24 nœuds

Capacité, passagers : 774

Capacité max., véhicules : 100

Gare maritime de Saint John



Gare maritime de Digby



Service Wood Islands (Î.-P.-E.) / Caribou (N.-É.)



NM Holiday Island

Construction: 1971

Longueur : 97,85 m (LHT)

Largeur : 20,43 m

Vit. max. : 14 nœuds

Capacité, passagers : 486

Cap. max., véhicules : 155



Gare maritime de
Caribou



NM Confederation

Construction : 1992

Longueur : 114,2 m (LHT)

Largeur : 18,55 m

Vit. max. : 18 nœuds

Capacité, passagers : 600

Cap. max., véhicules : 220



Gare maritime
de Wood Islands

Service Cap-aux-Meules (QC) / Souris (Î.-P.-E.)



NM Madeleine

Construction: 1981

Longueur : 122,05 m (LHT)

Largeur : 18,55 m

Vit. max. : 18 nœuds

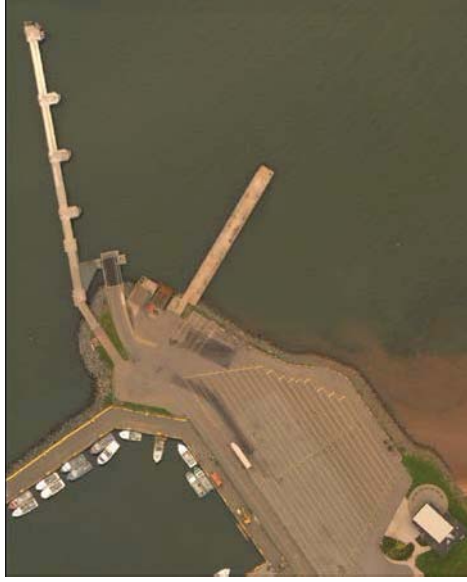
Capacité, passagers : 600

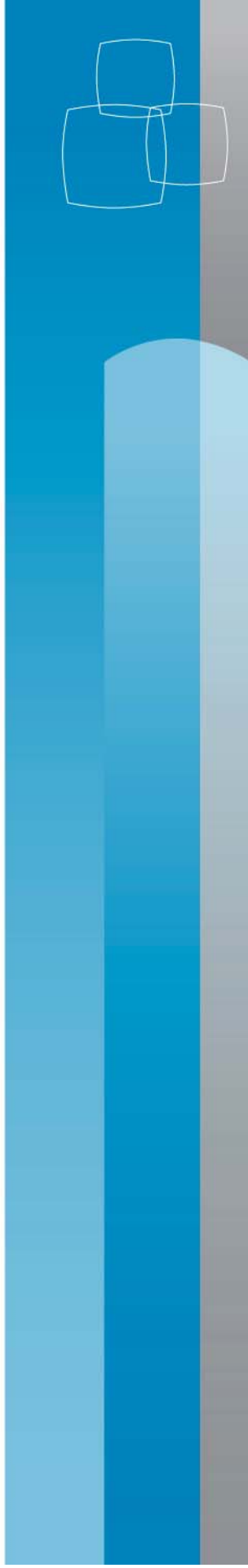
Cap. max., véhicules : 220

Gare maritime de Cap-aux-Meules

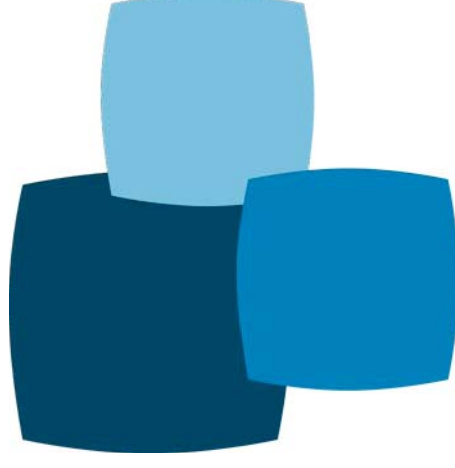


Gare maritime de Souris





Politique de l'Achat au Canada





Politique de « l'achat au Canada »

« Le gouvernement fédéral continuera d'acheter, de réparer et de mettre à niveau ses navires au pays, selon ses besoins opérationnels et en veillant au maintien d'un marché intérieur concurrentiel »

- Cette politique est la mesure de soutien la plus importante mise de l'avant par le Canada pour stimuler l'activité économique et maintenir la capacité maritime nationale.
- Les entreprises intéressées devront tenir compte des retombées pour les industries de la construction navale et maritime au Canada.
 - P.ex., modifications, réparations, entretien continu au cours de la vie du navire, remise en état...
- Recherche des commentaires de l'industrie concernant l'approche pour les contrats à long-terme, y compris la disponibilité de navires. L'approche d'approvisionnement concernant les navires sera informée par les propositions soumises en réponse à cette DDR.
- Les propriétaires et opérateurs des navires devront effectuer les travaux d'entretien, de réparation et de mise à niveau au Canada.
- La politique des retombées industrielles et technologiques ne s'appliquera pas au(x) contrat(s) de services de traversiers dans l'Est du Canada.



Indigenous and
Northern Affairs Canada

Affaires autochtones
et du Nord Canada

Services de traversiers dans l'Est du Canada

Volet de participation des Autochtones

Direction du développement des entreprises

SGGID n° 9564428



INAC • AANG

Canada

Volet de participation des Autochtones

Les Services de traversiers dans l'Est du Canada songent à mettre en place un volet de participation des Autochtones (VPA). Un VPA vise à engendrer des retombées socioéconomiques durables et pertinentes à long terme pour les personnes, les entreprises et les collectivités autochtones grâce à des possibilités de marchés fédéraux.

On encourage les entrepreneurs principaux et leurs sous-traitants à démontrer en quoi ils comptent optimiser les éléments suivants du VPA :

1. Développement des entreprises autochtones

- Investir dans le développement et la viabilité des entreprises autochtones en offrant des biens et des services d'entreprises autochtones qualifiées

2. Emploi des Autochtones

- Fournir des détails sur les stratégies d'embauche et de maintien en poste de travailleurs autochtones et sur les activités d'emploi connexes, comme les tâches de chaque poste

Volet de participation des Autochtones (suite)

3. **Formation et perfectionnement des compétences des Autochtones**
 - Offrir de la formation en cours d'emploi et de la formation à l'interne ainsi qu'établir des plans de relève
4. **Avantages indirects**
 - Prendre en considération **d'autres mesures pertinentes**, notamment la formation spécialisée, le développement de carrière, les bourses et la sensibilisation communautaire afin d'aider les communautés locales et autochtones à répondre à leurs besoins en matière de développement économique, lorsque la capacité d'emploi et la capacité des entreprises autochtones sont insuffisantes

Capacité des entreprises autochtones

- Les soumissionnaires et les sous-traitants intéressés devraient rapidement communiquer avec des entreprises et des communautés autochtones afin de créer des relations importantes et des partenariats avantageux avec elles.
- Une mobilisation rapide peut être avantageuse pour tous ceux qui s'occupent :
 - d'améliorer les relations; d'assurer une compréhension mutuelle des exigences du projet;
 - de déterminer la capacité des entreprises autochtones pour l'acquisition de biens et de services ;
 - de cerner des lacunes dans les compétences et les formations pour l'emploi des Autochtones.

REMARQUE : Les entreprises autochtones qualifiées peuvent être prises en considération pour plus d'une possibilité de marché ou de marché de sous-traitance.

Capacité des entreprises autochtones

- Répertoire des entreprises autochtones (REA) <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100033057/1100100033058>
- Autres répertoires d'entreprises autochtones
 - Canadian Council for Aboriginal Business www.ccab.com
 - Union Gas <https://www.uniongas.com/about-us/community/aboriginal/business-list>
 - Administration régionale Kativik www.krg.ca/fr
 - BC Aboriginal Business Association <http://bcaboriginalbusiness.com>
 - Canadian Aboriginal and Minority Supplier Council www.camsc.ca
 - Province du Manitoba www.gov.mb.ca/ana
 - Province de l'Ontario <https://www.lrcsde.lrc.gov.on.ca/aboriginalbusinessdirectory/fr/index.jsp>
- Les **institutions financières autochtones** peuvent également aider à déterminer la capacité des entreprises autochtones <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100033216/1100100033220>.
- La **mobilisation rapide** des entreprises et des communautés autochtones est primordiale.
- **Programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones**
 - Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA) et Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP)

PAUSE



QUESTIONS



Conclusion

- Prochaines étapes – Obtenir de la rétroaction sur les sujets suivants:
 - Disponibilité des solutions commerciales;
 - Calendrier proposé pour la disponibilité des capacités;
 - Coûts approximatifs (Section 2 de la DDR); et
 - Retombées industrielles et les avantages accrus potentiels sur le plan économique pour le Canada, incluant les possibilités potentielles pour les personnes, les entreprises et les collectivités autochtones (Section 9 de la DDR).
- Échéanciers:
 - Premières réponses sont requises au plus tard le 30 juin, 2017 avant les rencontres individuelles;
 - Les rencontres individuelles auront lieu du 10 au 21 juillet, 2017 ; et
 - Les réponses finales doivent être reçues au plus tard le 31 juillet, 2017.

FEUILLE DE SIGNATURE

SERVICES DE TRAVERSIERS DANS L'EST DU CANADA

Répondants à la Journée de l'industrie

2 juin 2017

COMPAGNIE	NOM ET SIGNATURE
Aspin Kemp and Associates	John A. Cormier
Aspin Kemp and Associates	WebEx Jason Aspin Jared MacDonald Tobia Wiedemer
Atlantic Canada Opportunities Agency	Kyle Tucker
Atlantic Canada Opportunities Agency	Paul Ricco
Babcock Canada Inc.	Martin MacCorquodale
British Columbia Ferry Services Inc.	WebEx Emma McWalter Peter Simpson David Hendry
Canadyne Navigation	Philip Jenkins
Canship Ugland NS Ltd.	Captain Marco Ahrens
Carego	David Jenkins
Champion Express	Paul Jenkins
Chantier Davie Canada Inc.	Andrzej Marasinski
Chantier Davie Canada Inc.	Gerry Neven
Chantier Davie Canada Inc.	Laurie LeRue
Coastal Transport Limited	WebEx Murray Ryder Gregg Ryder Brian Ryder
Concept Naval	WebEx Marcel Darveau
CTMA	Mario Landry

FEUILLE DE SIGNATURE

SERVICES DE TRAVERSIERS DANS L'EST DU CANADA

Répondants à la Journée de l'industrie

2 juin 2017

COMPAGNIE	NOM ET SIGNATURE
Damen Shipyards	Leo Postma
Dominis Engineering Ltd	WebEx Bodo Gospodnetic Eleonora Miccolis
Economic Development Agency of Canada for the Regions of Quebec	Vince Marmion
Federal Fleet Services Inc.	Spencer Fraser
Fleetway Inc.	Brent Holden
Genoa Design International Ltd	Leonard Pecore
Glas Ocean	WebEx Sue Molloy
Horizon Maritime	Kate Curwin
Horizon Maritime	Mike Zelman
Hughes Offshore and Shipping Services Inc.	John Hughes
Hughes Offshore and Shipping Services Inc.	Jay Abbass
LeeWay Marine	WebEx Jamie Sangster Don Grant Mark Decker
Lengkeek Vessel Consulting Inc.	Marius Lengkeek
MAR_Pro Marine Services	William Jamer
McArthur Consultants Limited	Susan McArthur
McKeil Marine Limited	Danny Julien
National Research Council Canada	Fraser Winsor

FEUILLE DE SIGNATURE

SERVICES DE TRAVERSIERS DANS L'EST DU CANADA

Répondants à la Journée de l'industrie

2 juin 2017

COMPAGNIE	NOM ET SIGNATURE
National Research Council Canada	Kevin Hayes
Norcon Marine Services Limited	WebEx Robert Kennedy Paul Brown Glenn Burry Sonia Burry
Northumberland Ferries Limited	Donald Cormier
Bay Ferries Limited	Danny Bartlett
Nova Scotia Department of Transportation and Infrastructure Renewal	Grant MacEachern
Oceanex Inc.	Captain Sid Hynes
Oceanex Inc.	Matthew Hynes
Oceanex Inc.	WebEx Herman Harris Lionel Duchatelle Garland Oram Lori Caines
RAD-Power	Ragnar Radtke
Remisz Structural Engineers	Wojciech Remisz
Schottel	Sylvain Robitaille
SeaTyme Marine	Alan Lenarduzzi
Serco Canada	Deron Clements
Serco Canada	Andrew Shnuriwsky
SNC-Lavalin	Clint Laidlaw
SNC-Lavalin	Tony Thatcher

FEUILLE DE SIGNATURE

SERVICES DE TRAVERSIERS DANS L'EST DU CANADA

Répondants à la Journée de l'industrie

2 juin 2017

COMPAGNIE	NOM ET SIGNATURE
Techsol Marine	WebEx Martial Savard Nuno Santos
Theomx	Godfrey Nthunzi
TOOLCOMM Technology Inc.	WebEx Kevin Sebastian
Tudor Shipping Ltd.	Knut Arne Trellevik
Tudor Shipping Ltd.	WebEx Tina Gilje
Turmot Inc.	Bernd Graffunder
Wajax	Stephen Pechkoff
Wartsila Canada GM Marine Solutions	Mark Keneford
Surveillant d'équité	Geneviève Arcand
REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT	
Transports Canada	Tyler Lacombe
Transports Canada	Naomi Hirshberg
Transports Canada	Norm Thebeau
Transports Canada	Celine Gaudet
ISDEC	Christine Landry-Fournier
ISDEC	Alexandre Lee
AADNC	Fatima Oliveria
SPAC	Nicolas Nabaa

FEUILLE DE SIGNATURE

SERVICES DE TRAVERSIERS DANS L'EST DU CANADA

Répondants à la Journée de l'industrie

2 juin 2017

COMPAGNIE	NOM ET SIGNATURE
SPAC Analyste des coûts	Sylvain Lavoie
SPAC	Marc Aubin
SPAC	Michel Mentor
SPAC	Geneviève Cardinal
SPAC	WebEx Allan Keith Nikki Hoskins
SPAC Observatrice	Tania Roy
SPAC Observatrice	Daisy Suk Wah Yee
SPAC Observateur	Rafik Taiebi
SPAC Observateur	Sidi-Mohammed Belcaid
SPAC	Lucie Laliberté